

Huntington) n'ait pas été suivi par les propres amis de cet honorable monsieur, surtout quand il nous a dit que nous devons discuter cette importante question à un point de vue élevé et non au point de vue des intérêts de parti. Toute argumentation des honorables messieurs de la gauche est dirigée contre la politique nationale. Nous ne saurions nier l'authenticité, jusqu'à un certain point, des calculs et appréciations des députés de la gauche; mais ces chiffres sont certainement exagérés et demandent à être révisés.

Nous avons tous à constater que le courant de l'émigration de nos compatriotes vers les États-Unis a été considérable. On l'attribue à bien des causes qui ne sont pas appréciées de la même manière des deux côtés de la Chambre. On ne saurait nier, dans tous les cas, que la rapide prospérité des États-Unis et le prix élevé des gages des ouvriers pendant les 20 dernier mois, n'aient été un puissant aimant pour y attirer une émigration considérable.

Mais nous ne devons pas perdre de vue le fait que ce mouvement se dirigea d'un pays dont le tarif n'offre qu'une protection limitée, vers un autre pays dont le tarif est strictement protecteur, et dont le peuple est plus lourdement chargé d'impôts que nous le sommes nous-mêmes.

Notre système de politique nationale est encore à son berceau, et cependant nous en avons retiré de grands avantages pour l'encouragement de nos industries manufacturières. Si, comme nous avons lieu de l'espérer, le gouvernement conserve longtemps le pouvoir et continue son système de protection, cette politique sera un bienfait pour le pays, en aidant à l'établissement de nouvelles industries, et en donnant du travail à tous nos ouvriers. On ne niera pas que cette politique du gouvernement a eu pour effet de doter la province de Québec de nombreuses manufactures.

Dans Montréal et autres cités, des milliers d'ouvriers ont trouvé de l'emploi dans des manufactures établies depuis la mise à effet de la politique inaugurée par le gouvernement. A quelle cause les honorables messieurs de la gauche pourraient-ils attribuer, l'émigration de notre pays sur les États-Unis? Est-ce à la politique adoptée par le gouvernement? Est-ce à nos institutions? Est-ce parce que ces messieurs nous ont dépeint sous les plus belles couleurs, le pays abrité par le pavillon étoilé? Ou plutôt serait-ce parce que la loyauté diminuerait chez nos Canadiens qui auraient des tendances à s'américaniser? Nos compatriotes nous laisseraient-ils parce qu'ils préféreraient les institutions américaines aux nôtres? Je ne le crois pas. Je crois au contraire que nos compatriotes nous laissent pour se rendre aux États-Unis, attirés qu'ils y sont par l'appât du gain qu'ils peuvent y réaliser plus facilement dans les manufactures qu'en se livrant aux âpres et durs travaux de la ferme. Il n'existe pas de pays où l'on puisse arrêter le courant d'une émigration. Même aux États-Unis, le recensement démontre que l'émigration se dirige de l'Est à l'Ouest. C'est tromper le peuple que lui faire croire que la cause de l'émigration de nos compatriotes doit être attribuée à la politique nationale, que les honorables messieurs siégeant sur les bancs du trésor doivent être heureux d'avoir inaugurée, politique dont le pays reconnaît les heureux résultats, et pour le succès de laquelle le peuple supportera le gouvernement actuel.

Le député d'Iberville (M. Béchard) a voulu nous donner comme preuve de désapprobation de la politique nationale, le résultat de l'élection locale du comté de Rouville. Mais si je ne me trompe pas, cet honorable monsieur qui a pris une part active dans cette élection, doit savoir mieux que personne comment elle a été remportée. Il ne peut nier que le comté de Rouville est prospère et qu'il a bénéficié de la politique nationale. La politique du gouvernement fédéral n'a pas été discutée. Il sait très bien qu'il ne s'agissait alors que d'une question de politique locale. Tous les moyens ont été mis en œuvre pour assurer la défaite du can-

didat du gouvernement local, et les messieurs de la gauche savent quels moyens de corruption ont été employés dans ce but et quels efforts ont été faits pour détruire le prestige du chef habile qui dirige actuellement le cabinet provincial de Québec.

Le résultat de cette élection ne saurait servir d'arguments aux membres de la gauche, contre la politique nationale, mais les élections pour la Chambre des Communes peuvent être citées comme affirmant l'opinion publique sur cette question de la politique de protection.

Dans la province de Québec, nous n'avons pas eu moins de cinq élections, à peu d'intervalle, l'une de l'autre. Dans les comtés de Joliette et Brome, les candidats du gouvernement ont été élus à de fortes majorités. Dans le comté de Bagot, le président du conseil a été élu par acclamation.

Nous avons pu enregistrer le même succès pour l'honorable ministre de la Milice; et dans le comté de Montmorency, le candidat appuyant la politique du gouvernement, a été élu avec une grande majorité, malgré toutes les prédictions contraires.

Ces faits démontrent clairement que le pays est satisfait de la politique mise en pratique par le gouvernement. Les honorables membres de la gauche peuvent dirent que s'ils reprenaient le pouvoir—et c'est ce qui explique la position qu'ils ont prise—et s'ils rétablissaient le libre-échange, l'émigration vers les États-Unis, cesserait de suite. C'est une question qui demande d'être discutée sans passion, si l'on veut trouver un moyen d'arrêter ce courant; et si les membres de la gauche peuvent nous indiquer ce moyen ils auront conquis le titre de bienfaiteurs de la nation. Mais je crois la chose impossible.

Le canadien comme tout autre, émigre lorsqu'il croit qu'il est de son intérêt de le faire, et le seul moyen que nous ayons de le garder dans ses foyers est de continuer le système que nous avons adopté, de créer de nouvelles industries, et d'augmenter nos moyens de fabrication; et du moment que nous pourrions donner à nos ouvriers du travail pendant toute l'année, notre population ne cherchera pas à nous laisser, et notre pays sera prospère.

M. GILMOR. J'admets avec le député de Montréal-Est, qu'il n'y a pas de gouvernement qui puisse empêcher une partie de la population d'émigrer lorsqu'elle croit qu'il s'agit de son intérêt de le faire, mais d'un autre côté, l'opposition ne reproche pas au gouvernement d'être la cause de cette émigration vers les États-Unis, mais elle reproche au gouvernement de ne pas avoir empêché cette émigration de se propager. Les hon. membres qui faisaient partie de cette chambre lors de la dernière administration n'ont pas dû oublier les cris, plaintes et lamentations des amis du gouvernement actuel, à propos de cette question de l'émigration. Ces messieurs nous assuraient que dès qu'ils reprendraient le pouvoir, ils relèveraient l'industrie dans ce pays et qu'ils donneraient assez d'emploi à nos jeunes gens pour les garder chez eux, et que l'émigration cesserait par cela même. L'opposition maintient que le gouvernement n'a pas rempli ses promesses et que, de fait, l'émigration est plus considérable que jamais. Je ne saurais dire de combien elle a augmenté.

Je crois qu'il est difficile pour nos concitoyens de vivre dans notre pays et d'y pourvoir à l'entretien de leurs familles. Mon hon. ami, le député de Middlesex, nous disait, il y a qu'un instant, qu'il nous fallait examiner la question en face. Nous savons bien qu'il est impossible d'empêcher une partie de la population d'émigrer vers un pays qui lui offre plus d'avantages. Nous ne prétendons pas pouvoir résoudre un tel problème, mais nous reprochons au gouvernement d'avoir trompé le peuple en lui disant qu'il avait en main les moyens de faire cesser l'émigration. Cependant nos compatriotes nous laissent en plus grand nombre que jamais, et dans le comté que je représente, tous